

Concours : ..... 2<sup>e</sup> Concours .....

Epreuve : ..... Note de synthèse .....

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à ancre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

La justice prédictive

Les enjeux du numérique sont au cœur des chantiers actuels de la justice : les notions d'algorithme, de big data, d'intelligence artificielle, de legaltech ou de machine learning apparaissent dans un rapport sur l'open data des décisions de justice remis à Madame la Garde des Sceaux (doc. 2). Au cœur de ces interrogations, la justice prédictive se définit comme un ensemble d'instruments développés grâce à l'analyse de grandes masses de données de justice proposant de prévoir, notamment par le calcul de probabilités, l'issue d'un litige (doc. 2) : chances de gagner un procès, mais encore montant éventuel des indemnités (doc. 4). Si recours aux possibilités offertes par la technique et la statistique implique de s'interroger sur les conséquences d'une telle démarche, que ce soit sur l'institution, les justiciables ou les auxiliaires de justice. Dernière le principe de publicité de la justice (doc. 12) et la volonté d'assurer la sécurité juridique, la justice prédictive suscite des débats. Si les moyens techniques aux quels elle recourt apparaissent à même d'améliorer l'administration de la justice (I), ses conséquences sont potentiellement discutables, et ses biais importants (II).

(I) Une justice prédictive rendue possible et permettant un meilleur fonctionnement du service de la justice

La justice prédictive s'appuie sur des conditions de possibilité légales et techniques (A) et vise à fonctionner comme un outil de prévisibilité et d'aide à la décision (B).

A. Les conditions de possibilité légales et techniques

Le principe de publicité des décisions de justice s'est trouvé renforcé par la loi pour une République numérique de 2016 (doc. 8) : il y a là un "changement d'échelle" (doc. 11) pour l'avenir. Si plus de 2,5 millions de décisions civiles et commerciales sont rendues chaque année (doc. 11), leur diffusion par voie numérique va permettre la constitution de big data propres à affiner les résultats des statistiques. La loi

N°  
1..1.4.

précise que cette diffusion se fera dans le respect de l'anonymat des personnes concernées (art. 111-13 du Code de l'organisation judiciaire, doc. 1). L'exercice de la justice prédictive se trouve ainsi facilité, car la base de données doit être suffisamment riche pour être pertinente (doc. 6), mais il reste encadré quant au respect des droits fondamentaux.

Le développement de la justice prédictive peut encore s'appuyer sur celui de la legaltech, à savoir les entreprises exploitant les technologies de l'information dans le domaine du droit afin de proposer des services juridiques innovants (doc. 2). Plus de quatre-vingt dix sociétés en startups étaient répertoriées en France en 2017 (doc. 17), qui proposent d'ores et déjà différents services. Mais moins de dix proposent un service directement lié à la recherche et à l'analyse de données. Parmi elles, différentes techniques existent (doc. 15, 16) : du simple calcul de statistiques, réalisé à partir de mots-clés, à la modélisation de décisions judiciaires, via l'office d'un "juge virtuel" (doc. 11, 9). Certains ont pu être fondés par un professionnel du droit et un chercheur en informatique (doc. 9). Le domaine est appelé à se développer du fait de la multiplication des décisions bientôt accessibles (doc. 6), reflétant le dynamisme de ce secteur (doc. 6).

### B. un outil de meilleure prévisibilité et d'aide à la décision

Plutôt que de prédiction, certains préfèrent parler de prévision ou de probabilité (doc. 13). En fait, c'est cette qualité essentielle que vise l'exercice de la justice prédictive : la prévisibilité de la décision (doc. 3). Grâce au big data, il sera possible de mieux déterminer les probabilités de succès d'une procédure, en s'appuyant sur l'ensemble des décisions antérieures (doc. 3). Dès lors, le justiciable pourra décider de préférer un règlement à l'amiable, s'il voit ses chances de l'emporter faibles (doc. 9). L'effet immédiat pourrait être celui d'un désengorgement des tribunaux. L'avocat pourrait également mieux adapter ses conseils (doc. 7).

Pour le juge, les outils de justice prédictive peuvent constituer des outils d'aide à la décision, en permettant des comparaisons à grande échelle (doc. 7, 12). Les décisions trouveraient l'objet d'une plus grande rationalisation, et les hésitations pourraient être minimisées, notamment pour la fixation d'indemnités (doc. 4). Une mutation se ferait donc jour, autour d'une complémentarité entre ce que peut la machine et ce que peut l'homme : les contentieux répétitifs trouveraient là un traitement plus rapide (doc. 9), tandis que le domaine d'affaires pénales plus lourdes resterait entre les mains du juge (doc. 9). Le fait, la justice prédictive peut permettre un recentrage sur les activités fondamentales du magistrat, ainsi qu'un gain de temps (doc. 9).

Rendue possible par les récents développements de la technique et l'impulsion de la diffusion numérique des décisions de justice, la justice

prédictive semble présenter des avantages pour un meilleur fonctionnement et une meilleure administration de la justice. Cependant, le scepticisme existe, notamment chez les magistrats (doc. 12): la justice prédictive peut entraîner des conséquences dommageables sur ce même fonctionnement, et elle souffre de nombreux biais.

## (II) une justice prédictive confrontée à des conséquences discutables et à des biais

Des critiques se font jour quant aux effets que la justice prédictive peut entraîner sur la qualité des décisions et sur l'usage même du service de la justice (A). Qui plus est, des biais existent, qu'il s'agisse des limites intrinsèques aux techniques employées ou des opérateurs de la legaltech (B).

### A. Des effets discutables quant à la qualité des décisions rendues et à l'usage du service de la justice.

Un risque de décontextualisation des décisions de justice existe. Alors même qu'un juge peut apprécier différemment des circonstances d'espèce identiques, en fonction du dossier, au nom de l'individualisation de la décision rendue (doc. 7), la justice prédictive tend à l'uniformisation et à l'automatisation<sup>(doc. 14)</sup>. Un effet "performatif" peut être redouté lorsque le juge laisserait des algorithmes décider à sa place (doc. 9). Si le domaine pénal semble ici particulièrement critique, il faut aussi tenir compte de la qualification des faits et de leur caractérisation (doc. 10). La machine, interrogée à travers des catégories non pertinentes ne pourra que rendre une réponse contestable (doc. 10).

La confiance envers les statistiques peut également donner lieu à une pratique de "forum shopping": à travers la cartographie des décisions de justice que rend possible le big data, le justiciable pourrait être amené à saisir la juridiction qui lui sera la plus favorable (doc. 10). Une justice à deux vitesses pourrait ainsi voir le jour, dont les effets seraient accablés si certains justiciables n'osaient à faire entendre leur cause en justice sur la foi des statistiques (doc. 11). L'usage du service de la justice peut aussi se voir perturbé par l'absence d'anonymat des juges ayant rendu la décision. Le sujet fait débat parmi les syndicats de magistrats, certains estimant que des statistiques nominatives pourraient être dressées (doc. 18), alors que d'autres soulignent que la publication des noms garantirait un procès équitable (doc. 20). Mais les magistrats ainsi repérables pourraient aussi faire l'objet de pression (doc. 4).

### B. Des limites techniques et une legaltech insuffisamment encadrée

La constitution de bases de données solides n'efface pas les limites techniques et techniques des outils employés. D'une part, la complexité des cas peut échapper à la machine, qui ne sait pas réaliser de raisonnement juridique

(doc. 5) - Les données ont pour particularité de figer l'état des décisions dans le temps, c'est-à-dire dans le passé. La justice prédictive ne parait pas à même d'apprécier l'évolution du contexte normatif ou social (doc. 13, 19) : les revirements de jurisprudence ne sont pas détectés. D'autre part, les outils comportent des biais inhérents. Outre le petit nombre de critères d'intensification pris en compte (doc. 11), les systèmes actuels de traitement des données se heurtent à deux difficultés : l'impossible modélisation sur la cognition humaine (doc. 19) et la sophistication même de méthodes, qui échappe au profane (doc. 5). Dès lors, les espoirs attendus en matière de machine learning ne seraient que des ébauches de solution (doc. 19).

Cependant, un encadrement plus ferme des techniques est possible : la transparence des algorithmes permettrait davantage de confiance (doc. 5), tout comme une certification de qualité par un organisme indépendant (doc. 5). Cet encadrement pourrait aussi concerner les acteurs de la legaltech. D'une part, les intérêts sectoriels peuvent ne pas rencontrer l'intérêt public (doc. 4) et une certaine opacité règne autour de leurs bénéfices (doc. 6). Des recommandations touchant à l'éthique des ingénieurs-développeurs, dont la responsabilité est grande, peuvent être formulées, allant jusqu'à la création d'un service public dédié à cette forme de contrôle (doc. 13, 14).

La justice prédictive, qui doit être distinguée d'une justice prescriptive (doc. 11), entraîne des mutations importantes pour les professionnels judiciaires (doc. 12) : l'investissement que certains souhaitent en la matière (doc. 14) passe également par la mise en place de formation adéquate (doc. 6).